

**Pourquoi Garibaldi est-il la figure tutélaire
du congrès de Genève de 1867?
par Jean-Yves Frétigné***

«Potrà forse apparire strano che nel settembre del 1867 Giuseppe Garibaldi, celebre per le sue imprese di combattente, comandante e condottiere sul campo di battaglia, venisse inviato al Congresso della Pace di Ginevra»¹. Notre article va s'efforcer de comprendre ce paradoxe en se demandant pourquoi Garibaldi fut considéré comme la figure tutélaire du premier congrès moderne en faveur du pacifisme démocratique.

1. En cette époque, qui, non sans fécondité heuristique, propose une lecture «du système de Vienne, reposant sur le concert européen, qui aurait perduré tout un siècle et limité les conflits en Europe»², il nous semble important de ne pas continuer à oublier le rôle du mouvement pacifiste, en rappelant que le congrès qui se tient à Genève des 9 au 12 septembre 1867 constitue non seulement une étape décisive dans le développement du pacifisme en général mais encore dans celui de la construction européenne. En effet, avec le congrès de Genève, le rapport à la paix connaît une mutation significative. Alors qu'elle prenait auparavant la forme d'un dénominateur commun utopique, elle devient «un

* Université de Rouen-Normandie, GrHis.

¹ E. Cecchinato, *Garibaldi al congresso della Pace di Ginevra. Pensieri e azioni per la libertà dei popoli*, dans «Camicia rossa, Periodico dell'associazione nazionale veterani e reduci garibaldini», mai-juin 2017, p. 4.

² M. Kerautret, *quelques réflexions sur l'historiographie française du Congrès de Vienne*, dans «Austriaca», n. 79, Décembre 2014, p. 280. Cette interprétation, qui n'est pas au demeurant totalement nouvelle, est en particulier proposée par Th. Lentz, *Le congrès de Vienne. Une refondation de l'Europe*, Perrin, Paris 2013, pp. 256-261 et par J-A de Sédouy, *le concert européen. Aux origines de l'Europe 1814-1914*, Fayard, Paris 2009, pp. 280-281.

pôle d'attraction magnétique et concret»³. À Genève, le pacifisme est devenu porteur «d'un sentiment nouveau: l'éveil du patriotisme européen»⁴, pour reprendre l'excellente formule de Charles Lemonnier⁵, qui fut un des acteurs principaux dudit congrès.

L'origine du mouvement pacifiste organisé⁶ est sans doute à chercher du côté des *Peace Societies* de New York, de l'Ohio et du Massachusetts qui voient le jour aux lendemains de la chute de l'Empire de Napoléon I^{er}, ainsi que de la *Society for the Promotion of permanent and universal Peace* de Londres.

La défense de ces associations, qui puisent leurs convictions aux sources de la *Bible*, en faveur de la non-violence, du *pacifism* comme refus de la guerre, rejetant le *pacifism* qui n'interdit pas, quant à lui, la guerre quand elle se révèle indispensable, les conduit à militer contre l'esclavage mais leur interdit de prendre position sur les autres questions politiques et géopolitiques. Elles font ainsi *nolens volens* le jeu de la Sainte-Alliance qui avait entrepris, à sa manière, de "pacifier" le continent après les guerres napoléoniennes.

C'est sans doute une des raisons qui explique que ces *Peace Societies* ne se soient pas développées hors de l'univers anglo-saxon et n'aient pas véritablement pris racine sur le continent européen, dont l'histoire au XIX^e siècle est marquée par les luttes pour l'indépendance de nombreux peuples désireux de former des États-nations, ainsi que par un vaste mouvement de croissance des idéaux démocratiques et socialistes. Même dans les pays dans lesquels il n'existe plus au XIX^e siècle une question nationale, par exemple en France, le mouvement pacifiste organisé demeure longtemps pratiquement inexistant, à l'exception, qui confirme la règle, des disciples puis des héritiers de l'École saint-simonienne ou de la Société morale chrétienne.

Après le congrès pacifiste de Londres de 1843, les liens entre les Anglo-saxons et les Européens du continent restent faibles, même s'ils commencent timidement à se matérialiser. Il faut attendre 1848 pour que se manifeste un effort certain pour organiser un mouvement pacifiste à l'échelle européenne. Le

³ M. Sarfatti, *La nascita del moderno pacifismo democratico e il congresso internazionale de la paix di Ginevra nel 1867*, Edizioni Comune di Milano, Milano 1981, p. 5.

⁴ Ch. Lemonnier, *La vérité sur le congrès de Genève*, Vérésoff et Garrigues, Berne et Genève 1867, p. 3.

⁵ Sur Charles Lemonnier (1806-1891), L. de Montluc, *La vie de Charles Lemonnier*, dans «Les États-Unis d'Europe XV^e série», supplément au n. 8, juillet 1924, pp. 1-8, supplément au n. 9, octobre 1924, pp. 9-16 et supplément au n. 10, janvier 1925, pp. 16-25; A. Anteghini, *Pace e federalismo, Charles Lemonnier, una vita per l'Europa*, Giappichelli Editore, Torino 2005; V. Grossi, *Le pacifisme européen 1889-1914*, Établissements Emile Bruylant, Bruxelles 1994.

⁶ Sur cette question, bonne synthèse dans M. Vaisse, *La paix au XX^e siècle*, Belin, Paris 2004, pp. 7-26 et dans P. Renouvin et J.-B. Duroselle, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Armand Colin, Paris 1991 (1^{ère} éd. 1964), pp. 245-282.

premier congrès des Amis de la paix, qui se tient à Bruxelles en 1848, est en effet suivi par deux autres, à Paris en 1849 puis à Francfort en 1850, pour atteindre son plus grand rayonnement à Londres, en 1851, en coïncidence avec la première Exposition universelle. Mais en 1852 le souffle pacifiste est retombé. Seuls des groupes galvanisés par les succès de Cobden en faveur du libre-échange continuent de porter un idéal pacifiste mais d'où sont exclues les questions d'indépendance et d'unité nationales, de démocratie ou encore d'organisation du travail qui caractérisent les mouvements patriotiques et démocratiques européens.

La déclaration de Napoléon III «l'Empire, c'est la paix» et la guerre de Crimée traduisent la piètre réussite de cette première vague de pacifisme. Ce qui reste de l'idéal pacifiste, tel qu'il s'exprime dans le célèbre discours que Victor Hugo prononce lors du grand banquet qu'il organise dans sa maison de Guernesey, le 24 février 1854, dans lequel le poète porte un toast pour «les États-Unis d'Europe, libres et maîtres chacun chez eux, unis et reliés par une assemblée centrale, et communiant à travers les mers avec les États-Unis d'Amérique» traduit un humanitarisme de matrice très française dans lequel «l'Europe rêvée est fondamentalement une France dilatée aux dimensions du continent»⁷ dans la logique du modèle élaboré par les révolutionnaires français de 1789 et, plus encore, de 1792. Il faut toutefois noter qu'un tel programme, malgré son idéologie très franco-française, peut servir de caution pour ceux qui rêvent d'une organisation politique internationale. Celle-ci va précisément voir le jour lors de la quatrième et dernière séance du congrès de Genève. Spécialiste de Kant dont il est le principal introducteur en langue française, Jules Barni⁸ rompt avec l'idée hugolienne d'une Europe marquée par la suprématie de la France, pour proposer un schéma fondé sur l'opposition entre l'esprit républicain et l'esprit césarien, l'esprit civique et l'esprit militaire, l'esprit centralisateur et l'esprit fédératif et, enfin, entre le despotisme et la liberté et la paix; un programme en mesure de répondre aux aspirations de tous les pacifistes européens même si son audace effraie une large partie du public et des orateurs présents à Genève.

Une des grandes réussites de ce congrès est, en effet, de donner naissance à la Ligue internationale de la paix et de la liberté, qui tient son premier congrès à Berne en 1868, son deuxième à Lausanne en 1869 et son troisième et dernier à

⁷ R. Quillet, *L'internationalisme républicain (1852-1870)*, dans «Parlement[s], Revue d'histoire politique», 2008-3, p. 136.

⁸ Sur Barni, C. Pietrzykowski, *Jules Barni (1818-1878)*, mémoire de maîtrise (dir. Nadine-Josette Chaline), Université de Picardie, Jules Verne, Amiens 1995 et les pages très intéressantes de C. Nicolet, *L'idée républicaine en France (1789-1914)*, Gallimard, Paris 1982.

Bâle en juillet 1870⁹. Si le congrès de Berne est marqué par des dissensions entre Barni et Bakounine, qui met en avant la question sociale et prône le recours à la force contre mes exploiters, et s'il est vrai qu'après la chute du second Empire, le philosophe français tourne la page ouverte en 1867 pour consacrer ses efforts à enraciner la République sur le sol de sa patrie, qu'il retrouve après l'avoir quitté aux lendemains du Deux décembre, plutôt que de continuer à défendre un projet internationaliste, il n'en demeure pas moins que la première organisation concrète rassemblant des pacifistes européens a vu le jour au bord du lac de Genève en septembre 1867.

Un autre aspect porteur d'avenir du congrès de 1867 est d'avoir doté le mouvement pacifiste européen d'une revue, *les États-Unis d'Europe*¹⁰, éditée dans plusieurs langues, qui paraîtra jusqu'en 1939, traduisant par cette longévité que le pacifisme démocratique ne disparaîtra plus, combien même son existence connaîtra des hauts et des bas. Enfin, le congrès de Genève exprime une nouvelle conception de l'Europe, qu'il ne faut certes pas concevoir de manière acritique comme le prodrome de la construction européenne d'après 1945 mais qui n'en marque pas moins un progrès dans la diffusion de l'idéal d'une Europe réorganisée sur des valeurs démocratiques.

S'il convient de ne pas exagérer les succès induits par le congrès de Genève – le pacifisme pâtera de graves revers avec la guerre de 1870 et plus encore avec la Grande Guerre; de même l'Europe se construira sur des bases et avec une méthode assez différentes de celles prônées et envisagées par les congressistes réunis des 9 au 12 septembre dans la cité suisse –, l'historien doit être toutefois attentif au fait que ce congrès se tient alors que le nationalisme a le vent en poupe, s'inscrivant dans un contexte précis marqué par un climat belliciste, dont les deux principales manifestations sont la guerre ayant opposé la Prusse à l'Autriche en 1866 et les tensions, encore très vives entre cette même Prusse et la France de Napoléon III, sans oublier les discours enflammés de Giuseppe Garibaldi en appelant à renverser la papauté à Rome pour faire de la cité des papes la capitale d'une Italie régénérée – nous reviendrons bien évidemment sur ce point. La guerre qui semble imminente entre la France et la Prusse dans les premiers mois de l'année 1867 inquiète particulièrement non seulement parce que l'industrie militaire a fait considérablement progresser

⁹ Elle disparaît après cette date mais se trouve refondée sous le nom de Société française des amis de la paix qui après avoir fusionné en 1889 avec le Comité de Paris de la Fédération internationale de l'arbitrage et de la paix donnera naissance à la Société française pour l'arbitrage entre nations.

¹⁰ Sur cette revue, dont la devise est *si vis pacem para libertatem*, M. Sarfatti, *op. cit.*, note 4, p. 77. Publiée d'abord en quatre langues puis simplement en français et en allemand, la revue paraît avec quelques interruptions de novembre 1867 à juillet 1939.

l'armement de plus en plus meurtrier¹¹ mais aussi parce qu'il s'agit d'un nouveau genre de guerre qui se fait jour; guerre qui n'est plus dynastique, ni interethnique, ni d'indépendance mais entre deux patries clairement constituées en États-nations et reconnues comme telles par toutes les autres puissances. Cette tension franco-prussienne exprime avec force le passage de la question des nationalités à celle des affrontements entre nationalismes.

Si l'on resserre encore la focale, le printemps 1867 est marqué par l'affaire du Luxembourg. Ce petit État membre de la Confédération germanique, jusqu'à la dissolution de cette dernière en 1866, et lié par une union personnelle avec le Royaume des Pays-Bas, à la fois germanophone et francophile, devient l'enjeu d'une opposition de plus en plus virulente entre Paris et Berlin. L'escalade verbale et militaire est seulement freinée à la conférence internationale de Londres de mai 1867 sur la base de la reconnaissance de la neutralité du petit État – ce qui signifie le retrait de la garnison prussienne qui s'y trouvait – et de la garantie de son indépendance qui, quant à elle, met fin au projet napoléonien d'annexion. Aussi, bien que la capitale française rassemble beaucoup d'étrangers sur son sol et bien qu'elle soit en 1867 le lieu de l'Exposition universelle, qui traduirait le passage d'une société militaire à une société industrielle, pour reprendre le vocabulaire cher à Herbert Spencer¹², Paris ne peut être choisi comme siège d'un congrès pacifiste par les démocrates.

Enfin, pour être le plus complet possible dans cette présentation du contexte, il faut dire un mot des deux ligues à vocation pacifiste, la Ligue internationale de désarmement et la Ligue internationale et permanente de la paix, qui ont vu le jour l'une et l'autre quelques mois avant le congrès de Genève de septembre 1867, mais sans parvenir à rallier les suffrages des pacifistes de sensibilité démocratique. La première de ces ligues, la Ligue internationale de désarmement, dont l'existence est éphémère et peu documentée, est trop liée à la Première Internationale, avec laquelle la famille républicaine française relâche de plus en plus ses liens dans le second lustre des années 1860 en concomitance avec la capacité dont elle fait montre de se structurer sur ses propres bases¹³. Si la figure tutélaire du congrès de Genève, Giuseppe Garibaldi, peut accepter l'idée, qui forme le cœur de l'argumentation de cette ligue, que la cause première de la guerre soit l'existence et le développement l'armée permanente, il ne saurait souscrire à l'idée d'un désarmement général qui ne répondrait pas à l'état actuel de l'Europe et à la

¹¹ En témoigne la fabrication des fusils Dreyse et des fameux Chassepots qui «firent merveille» à Mentana.

¹² C'est cette idée qui est au cœur de *Paris-Guide*, l'opuscule édité à l'occasion de l'Exposition universelle.

¹³ R. Quillet, *art. cit.*, pp. 133-135.

volonté de nombreux peuples d'accéder au statut d'État-nation en se libérant par la force des armes du joug des oppresseurs étrangers ou intérieurs. Quant à la Ligue internationale et permanente pour la paix, qui diffuse son premier manifeste public le 30 mai 1867 alors que la tension entre la Prusse et la France est à son acmé, son refus d'introduire «l'esprit politique»¹⁴ dans les discussions autour de la paix ne saurait convenir aux partisans de la démocratie qui se réuniront sur les bords du lac de Genève.

En effet, aux yeux de nombre de démocrates européens, ce caractère apolitique revendiqué se traduit *de facto* par l'acceptation de la situation politique et géopolitique existante. Il est en ce sens intéressant de rapprocher les lettres de Frédéric Passy, principal promoteur de la Ligue internationale et permanente de la paix, publiées les 26 et 27 avril 1867 dans les colonnes du journal *Le Temps*, de la lettre que Charles Lemonnier écrit le 27 avril 1867 pour le journal républicain *Le Phare de la Loire*. Alors que Frédéric Passy en appelle à la «modération et au respect mutuel»¹⁵ entre Français et Prussiens, Charles Lemonnier établit un lien direct entre le problème de l'établissement de la démocratie et le triomphe de la paix. Encore plus précis, Évariste Mangin, le directeur du *Phare de la Loire*, revient sur cette nécessaire corrélation dans un article intitulé *Le congrès de la paix* qui paraît le 5 mai 1867.

Reste à choisir une ville dans laquelle ce pacifisme démocratique pourra tenir son congrès. Le choix de Genève va s'imposer pour trois raisons principales: c'est d'abord dans cette ville que se sont tenues les deux conférences qui ont constitué la Croix-Rouge en 1863 et en 1864; c'est encore, une terre d'accueil pour de nombreux émigrés politiques¹⁶ – ces derniers constituent d'ailleurs une part très significative du public présent à la conférence de la Paix du 9 au 12 décembre; c'est enfin une terre où la liberté de parole, y compris contre Napoléon III, est garantie. Garibaldi souligne d'ailleurs cet aspect dans le discours qu'il tient aux citoyens genevois lors de son arrivée triomphale à la gare de la ville suisse qu'il présente comme «la Rome de l'intelligence».

La préparation concrète du congrès de Genève, qui entend donner corps aux idées de Lemonnier et Mangin, est l'œuvre de deux comités. À côté du comité parisien, qui entend garder la direction politique, le rôle décisif revient à celui genevois, désigné comme comité central, dont la figure de proue est le philosophe français, alors exilé, Jules Barni, qui s'impose au détriment de James Fazy (1794-1878), le fondateur du parti radical suisse, désormais acquis au

¹⁴ Ligue internationale et permanente de la paix, *Première assemblée générale, juin 1868*, Guillaumin, Paris 1869, p. 32.

¹⁵ Reproduit dans F. Passy, *Pour la paix. Notes et documents*, Fasquelle, Paris 1909, p. 12.

¹⁶ M. Vuilleumier, *Immigrés et réfugiés en Suisse. Aperçu historique*, Pro Helvetia, Zurich 1987.

modérantisme¹⁷. Sur le papier, le dédoublement en deux comités serait rendu nécessaire pour contourner la censure du régime impérial – précisons que nous ne sommes pas encore dans la phase libéral de ce dernier. Toutefois, il se manifeste rapidement une forme de dissension entre les deux comités: non sans humour, Barni écrira qu'il «n'avait jamais été plus à la guerre que depuis qu'il avait été question d'organiser le congrès de la paix»¹⁸. Non sans raisons, les Français craignent que le congrès ne soit en partie phagocyté par la politique des radicaux genevois. Si cette hypothèque continue de peser sur le congrès, le retrait de Fazy de l'organisme directeur écarte ce risque.

2. Avant d'examiner la place et le rôle joués par Garibaldi dans ce congrès, il convient d'en faire un rapide historique¹⁹. Les signataires du manifeste de convocation sont 10.666 mais sans doute s'agit-il d'un chiffre très largement inférieur à la réalité puisque quelquefois une société signe pour tous ses adhérents. Les Suisses sont les plus nombreux²⁰ suivis par les Allemands, les Français, et les Italiens; viennent ensuite les Anglais et les Belges et, très peu représentés, les Polonais, les Russes, les Américains, les Espagnols, les Hollandais, les Grecs, les Danois et les Roumains. Beaucoup de personnalités ont signé le manifeste de convocation. Ainsi, pour se limiter à la France ce sont Louis Blanc, Pierre Leroux, Jules Favre, Gustave Naquet, Pierre Larousse ou encore Élisée Reclus qui apportent leur soutien sans pour autant faire tous le déplacement.

Quelques personnalités de la démocratie européenne refusent explicitement de participer au congrès. Mazzini est de ceux-ci. Son argumentation mérite d'être prise en compte non seulement à cause de l'importance dont il continue de jouir parmi les différentes familles des démocrates européens²¹ mais encore parce que le mazzinianisme continue d'être un des éléments structurant la culture politique de Garibaldi, expliquant pour une grande part la position qu'il tient à Genève. Dans sa lettre datée du 6 septembre 1867, qu'il adresse aux participants au congrès de la paix et qu'il ouvre par la formule Cittadini, le penseur génois, qui n'a rien perdu de sa

¹⁷ A. Chollet, «Les sens politiques du fédéralisme suisse», dans M. Biard, J.-N. Ducange, J.-Y. Frétigné (dir.), *Centralisation et fédéralisme. Les modèles et leur circulation dans l'espace européen francophone, germanophone et italianophone*, PURH, Mont-Saint-Aignan 2017, pp. 189-202.

¹⁸ Cité dans R. Quillet, *art. cit.*, p. 139.

¹⁹ Pour l'analyse de détail, M. Sarfatti, *op. cit.*, pp. 30-76 et les très nombreuses notes.

²⁰ Les Suisses représentent les deux-tiers des congressistes, le tiers restant étant composé principalement par des réfugiés politiques ayant choisi de s'exiler en Suisse.

²¹ Contre une interprétation répétée à l'envi présentant le mazzinianisme en déclin plus ou moins irrémédiable après l'échec de l'insurrection milanaise de 1853, J.-Y. Frétigné, *Giuseppe Mazzini. Il Pensiero politico*, Centro Editoriale Toscano, Firenze 2009, pp. 233-302.

lucidité, estime qu'en appeler seulement à la paix est entretenir l'équivoque comme le fut l'appel à la seule défense de la Charte en 1830, qui empêcha la mise en place de la République, ou encore l'adhésion aux stratégies néo-guelfes et néo-gibelines qui se soldèrent pas l'échec de la première guerre d'indépendance italienne, et, enfin, aujourd'hui le recours à la stratégie de ceux qui veulent «strappare al pontefice la sua corona prostandosi a un tempo davanti alla tiara»²².

La paix, pour noble qu'elle soit, est un objectif qui ne prend son sens qu'en fonction de la guerre du peuple pour imposer une révolution afin de se libérer de la domination étrangère. Un congrès limité à la promotion de la paix risque donc de faire le jeu des partisans de la neutralité et du maintien du *statu quo* car le mot d'ordre de paix sera bien accueilli par ceux qui ne veulent pas se sacrifier et en appellent à la résignation. Pour atteindre l'objectif de la réorganisation de l'Europe sur la base d'États-nations libres et souverains, ce n'est pas à la paix qu'il faut en appeler mais à «un'ultima grande santa crociata, una battaglia di Maratona a pro'dell'Europa, pel trionfo del principio progressivo sul principio di retrocudimento o d'inerzia»²³.

Pour Michele Sarfatti, deux des enjeux principaux du congrès de Genève sont les rapports qu'il entretient avec la Première Internationale, d'une part, et, d'autre part, la place qu'y occupent la figure et le programme de Giuseppe Garibaldi. Sur le premier point, qui ne nous intéresse pas ici directement, nous nous limiterons à indiquer que la relation qui se noue entre les organisateurs du congrès de la paix et les internationalistes est complexe, pour ne pas dire ambiguë. Nombreux sont les membres de la Première Internationale, à commencer par Bakounine, qui participent à ce congrès. S'ils préfèrent mettre l'accent sur la transformation des rapports entre le capital et le travail comme moyen nécessaire pour établir la paix, ils entretiennent un rapport, à la fois d'ouverture et de fermeture, à l'égard de la thèse majoritaire défendue au congrès de Genève du lien indissoluble entre l'établissement d'un régime démocratique et la paix. Les dissensions n'apparaîtront en pleine lumière qu'au congrès suivant (Berne, 1868).

3. Conférer à Garibaldi, salué comme le nouveau condottiere italien, la présidence d'honneur du congrès est en soi un choix audacieux. Sa popularité, qui ne cesse de croître depuis 1848–1849, ses liens avec la Franc-maçonnerie²⁴

²² G. Mazzini, *Ai membri del congresso della pace* (6 septembre 1867), dans *Scritti Editi ed Inediti*, vol. LXXXVI, cooperativa tipografico-editrice, Imola 1940, p. 83.

²³ Ivi, p. 88.

²⁴ En 1864, tout en gardant la charge de Grand Maître du Suprême Conseil écossais, il accepte la nomination de Grand Maître du Grand Orient d'Italie. En 1867, il est Grand-Maître honoraire *ad vitam* de la Franc-Maçonnerie italienne.

comme avec le mouvement ouvrier – il est significatif qu’il reçoive, au printemps 1867, de nombreuses lettres de membres de la Première internationale – et, plus généralement, avec le monde bigarré de la démocratie européenne, tout particulièrement italienne, expliquent que le comité directeur lui propose, le 9 juillet 1867, la présidence d’honneur.

Les formules louangeuses pour célébrer Garibaldi n’ont pas manqué. En France, Victor Hugo écrivait de Garibaldi: «Garibaldi! Qu’est-ce que Garibaldi? C’est un homme, rien de plus, mais un homme dans toute l’acception du terme, un homme de liberté, un homme de l’humanité»²⁵. À peine moins emphatique, est le propos du comité central qui écrit: «ce nom est à lui seul le plus net des programmes. Il veut dire héroïsme et humanité, patriotisme, fraternité des peuples, paix et liberté»²⁶. Garibaldi est-il simplement un symbole ou peut-il être considéré comme un héraut/héros de la paix? C’est de la seconde hypothèse qu’il est intéressant de discuter, d’autant que le mot patriotisme est présent dans l’appel justifiant de lui confier la présidence honoraire du congrès genevois. N’y-a-t-il comme un paradoxe à faire du condottiere de l’indépendance italienne et de celle des peuples européens et sud-américains le paladin de la paix? Un paradoxe particulièrement affirmé à l’été 1867, alors même que Garibaldi, au vu et au su de tous, est un homme dont l’esprit est obsédé – Mazzini parlera de sa «monomanie anticléricale» – par la préparation de l’insurrection pour renverser le pouvoir non seulement temporel mais encore spirituel du pape; une action supposant clairement une révolution armée. Cette focalisation de Garibaldi sur la question romaine explique sans doute son refus, dans un premier temps, d’accepter l’offre du comité directeur. Il se serait laissé finalement convaincre après avoir pris conscience de la formidable tribune que le congrès donnerait à ses projets. Comme l’écrit sans détours Felice Cavallotti «parve al generale il radunarsi di quel congresso una occasione propizia per di là bandire al cospetto dell’Europa la sua crociata [on notera le recours à la même expression que celle utilisée par Mazzini] contro il papato: per fare appello all’appoggio di tutte le coscienze liberali europee, nella lotta ch’egli stava per intraprendere contro quella istituzione che era la prima nemica di tutti i popoli, la causa prima di tutte le guerre, il più potente alleato di tutti i despotismi»²⁷.

Cette analyse présentant la papauté comme le despotisme par antonomase s’appuie sur le raisonnement mazzinien, qui forme encore et toujours une

²⁵ V. Hugo, *discours du 10 juin 1860* dans *Actes et Paroles*, vol. 2 *Pendant l’exil 1852-1870*.

²⁶ Ligue Internationale de la paix et de la liberté, *Annales du congrès de Genève*, Vérésoff et Garrigues, Genève 1868, p. 7.

²⁷ F. Cavallotti, *Storia dell’insurrezione di Roma nel 1867*, Libreria Dante Alighieri, Milano 1869, pp. 232-233.

grande partie de la culture politique de Garibaldi. En effet, pour l'apôtre de l'unité italienne, le dogme de l'autorité absolue, immuable et concentrée dans un homme, que ce soit un monarque ou un pape, a vécu et doit être remplacé par le principe intangible de l'autorité du peuple, interprète de la loi de Dieu. Aussi le penseur génois défend-t-il l'idée que la souveraineté nationale doit s'exprimer dans la Constituante et la souveraineté de l'Église, conçue comme peuple des croyants, dans le Concile. Démocratie politique et nouvelle Église conciliaire, tel est le cœur du projet mazzinien qu'il n'a de cesse de défendre dans ses principaux écrits et qu'il avait tenté d'actualiser durant les dix-huit mois qui couraient de la révolution palermitaine à la chute de la République romaine. C'est ce programme que Garibaldi a en tête même s'il se révèle incapable de le formuler aussi rigoureusement que ne le fait Mazzini.

La virulence des propos de Garibaldi, qualifiant la papauté d'institution pestilentielle, reprenant le terme même qu'avait utilisé Pie IX dans le *Syllabus* pour condamner le socialisme, le communisme et les sociétés secrètes, indique que l'esprit du héros des Deux-Mondes est bien plus tourné vers la préparation de l'insurrection de ses chemises rouges qu'il ne l'est vers le pacifisme. En témoigne encore le premier discours qu'il adresse à la population de Genève, le 8 septembre 1867, où il reçoit un accueil formidable, sans doute supérieur à celui déjà extraordinaire qu'il avait connu à Londres en 1864. Dans sa brève allocution, il ne se contente pas de souligner les mérites de la cité de Guillaume Tell et de Jean-Jacques Rousseau, terre d'accueil pour les exilés politique et patrie de la liberté pour les esprits émancipés, mais il fait aussi directement une critique de la papauté sans appel puisqu'il compare Genève à la «Rome de l'intelligence».

Sans entrer dans l'analyse détaillée du congrès, il faut souligner que plusieurs temps forts sont directement liés à Garibaldi. Dans le climat d'enthousiasme général qui domine les séances plénières²⁸, l'arrivée de Garibaldi et l'embrassade qu'il échange avec Bakounine provoquent un tonnerre d'applaudissements. Très rapidement, Garibaldi occupe les esprits. Ainsi après la lecture de la lettre de Camperio, président du département de justice et de police de Genève, dans laquelle il rappelle que le congrès n'a pas eu besoin d'une autorisation spéciale pour se réunir mais que, tout en évitant de violer le droit international, les congressistes peuvent user et abuser de la liberté de penser et discuter de manière «la plus illimitée»²⁹, le discours du philosophe

²⁸ Les séances plénières se tiennent toutes les après-midi sauf la dernière – le reste de la journée les travaux continuant dans des réunions de bureau de présidence, d'assemblées des différentes représentations nationales ou de regroupement politique.

²⁹ Ligue Internationale de la paix et de la liberté, *Annales du congrès de Genève*, cit., p. 22.

Jules Barni et celui du juriste Émile Acolas³⁰ (1826-1891) inaugurent à proprement parler le congrès. Il s'agit de deux discours aux tonalités différentes qui reflètent bien les points communs mais aussi les différences qui vont traverser le congrès. Ainsi le propos d'Acolas apparaît plus engagé notamment parce que sa péroraison est un hommage à l'action de Garibaldi pour détruire la papauté définie comme «la plus rare redoutable de tous les oppressions»³¹.

Si Garibaldi est, dès le 8 septembre, au cœur des lignes de fracture qui vont aller se creusant au sein des congressistes, sa brève déclaration du 9 septembre³² déclenche à la fois un tonnerre d'applaudissements et, dans le même temps, une série de critiques émanant du groupe des modérés, qui redoutent une radicalisation du congrès³³, mais aussi de celui de la gauche internationaliste qui dénonce son déisme maçonnique. Toutefois cette dernière critique n'empêche pas un rapprochement entre les représentants de la Première Internationale et la famille des démocrates progressistes révolutionnaires qui entendent faire bloc face aux attaques des conservateurs. Cette stratégie ressort bien du discours très applaudi d'Edgar Quinet (1803-1875) lorsqu'il dit à la tribune: «la nature humaine une fois retrouvée et rétablie, le reste viendra par surcroît. Ces grands proscrits, le Droit pour tous et la Liberté, seront bien ce jour-là rompre leur ban et surgir de terre. J'en prends à témoin, avec tout le peuple de Genève, cet homme de vérité, ce héros que je vois à votre tête, Garibaldi»³⁴. Garibaldi est bien la figure centrale polarisant l'enthousiasme et le rejet. Une preuve se trouve encore dans le discours de l'exilé allemand Amand Goegg (1820-1897)³⁵ qui le compare à la figure du Christ. L'embrassade qu'il reçoit du lion de Caprera est accueillie par une longue salve d'applaudissements mais sa comparaison donne lieu à des débats opposant ceux qui approuvent et encouragent cette quasi divinisation de Garibaldi et ceux qui la stigmatisent. Deux autres temps forts du congrès sont le discours de Bakounine centré sur la décentralisation et la fédération et celui de Charles Lemonnier, dont l'argument principal est la mise en exergue de l'opposition entre la liberté et le despotisme pour démontrer que l'intérêt des

³⁰ Benoît Granjard, *Un juriste républicain, Émile Acolas: une "refondation" du droit et de la famille*, thèse de doctorat en histoire du droit (dir. de M. Ganzin), Université Paul Cézanne-Aix-Marseille 3, 2011.

³¹ Garibaldi, *Discorso di saluto alla popolazione di Ginevra* (8 settembre 1867), cité dans M. Sarfatti, *op. cit.*, p. 107 [le discours est en français].

³² Reproduite en annexe de cet article.

³³ S. Scholl, *En quête d'une modernité religieuse. La création de l'Église catholique chrétienne de Genève au cœur du Kulturkampf* (1860-1907), Alphi, Genève 2014.

³⁴ E. Quinet, *Au Congrès de la paix*, Freiburg, 1867, cité dans M. Sarfatti, *op. cit.*, p. 58.

³⁵ S. Schipperges, *Amand Goegg (1820-1897). Politiker – Sozialrevolutionär – Idealist. Versuch eines Porträts*, dans *Die Ortenau*, Jahrbuch, 1998.

peuples est de fonder la démocratie, seul régime permettant une paix pérenne en tant qu'elle est établie sur une nouvelle organisation fédérale de l'Europe. Après Bakounine, Barni et Goegg, Lemonnier est le quatrième personnage à recevoir l'accolade de Garibaldi.

Même après avoir quitté Genève au matin du 11 septembre, départ qui a donné lieu à une campagne de presse conduite par les catholiques genevois particulièrement hostiles au congrès³⁶, le héros des Deux-Mondes reste au centre des débats au point que le congrès aurait couru le risque de s'enliser sur la question romaine, sans l'action décisive du président de la troisième séance Pierre Jolissaint³⁷ qui en rappelle clairement les grands objectifs. Ceux-ci sont au nombre de quatre, la lutte contre les régimes autoritaires, la création d'un journal sous le titre *Les États-Unis d'Europe*, la dénonciation des armées permanentes et, enfin, la nécessité d'améliorer la situation des classes ouvrière. Il est intéressant de souligner qu'en s'assignant ces quatre objectifs, le congrès se distingue de ses travaux préparatoires puisque disparaît l'idée d'un droit international pour régler les rapports entre les nations. Le caractère idéologiquement bigarré des congressistes et la mobilisation politique des Suisses³⁸ se traduisent par un affrontement entre les démocrates, plus ou moins aidés par les socialistes, et les modérés qui estiment, pour reprendre les paroles de Fazy, que «les hommes [qui parlent au congrès de la paix] sont trop avancés pour une tribune que toute l'Europe écoute aujourd'hui»³⁹. Aussi n'est-il pas surprenant que le congrès donne une impression de désordre et de confusion. Plus grave, des questions concrètes comme celle du Rhin et des rapports entre la France et la Prusse, ou plus largement, de la fédération européenne ou de la question des armées permanentes ne sont qu'effleurées. Toutefois c'est bien de ce congrès que naît la première association pacifiste démocratique européenne sous le nom de Ligue internationale de la paix et de la liberté. La presse européenne, qui donne un large écho à ce congrès, ne s'y trompe puisqu'elle fait l'éloge ou la dénonciation du lien indissoluble entre la démocratie, la paix et la confédération d'États égaux et indépendants en Europe. Si la Ligue internationale de la paix et de la liberté tient trois congrès, à Berne en septembre 1868, à Lausanne un an plus tard et à Bâle en juillet 1870, les dissensions iront s'accroissant entre les différentes sensibilités déjà représentées à Genève, en

³⁶ Garibaldi y répondra dès son retour en Italie.

³⁷ P. Jolissaint (1830-1896), personnalité intellectuelle du jura bernois, membre du gouvernement de Berne, il sera le principal artisan du congrès de la paix de 1868.

³⁸ Face au congrès, les Suisses se répartissent en trois grandes familles politiques, celle des catholiques qui répondent à l'appel public de leur évêque relayé par les curés de combattre ce congrès antipapiste, les partisans de Fazy, soucieux de défendre la neutralité de la Suisse et, enfin, les démocrates.

³⁹ Cité par M. Sarfatti, *op. cit.*, p. 71.

particulier entre les socialistes et les républicains. Mais il convient surtout de souligner que le programme défendu à Genève heurte trop la logique politique et diplomatique des grandes puissances pour qu'elles en tolèrent la propagande. Telle est sans doute la principale raison qui explique la faible mémoire laissée par ce congrès, d'où découle son caractère marginal dans l'historiographie, tant dans celle générale que dans celle propre à Garibaldi.

4. Dans *Leur introduction à l'histoire des relations internationales*, Pierre Renouvin terminait la partie qu'il avait rédigée sur les *Forces profondes* par une analyse du sentiment pacifiste. La ligne de force de son argumentation est qu'en passant du cosmopolitisme au pacifisme, le sentiment en faveur de la paix évoluait d'une conception élitiste à un mouvement visant les masses, sans pour autant parvenir à s'enraciner dans les opinions publiques puisqu'avant 1914 l'adhésion des peuples au patriotisme fut toujours supérieure à leur élan pour la paix. La typologie qu'il propose entre les trois formes d'action de pacifisme reste pertinente. Alors que le refus de participer à toute forme de violence perd du terrain, l'action centrée sur l'effort pour surmonter les causes de la guerre semble avoir le vent en poupe et trouve sa plus belle expression, mais aussi ses limites, dans le congrès de Genève de 1867.

Toutefois, au sein de cette tendance, un clivage se dessine rapidement entre ceux qui mettent en avant les raisons sociales et ceux pour qui les causes politiques priment. Cette tension, en partie surmontée mais aussi escamotée par la référence commune à Garibaldi, se manifeste à Genève en 1867 entre les internationalistes et les démocrates de sensibilité républicaine. Tout en soulignant que les années 1867-1869 marquent l'apogée, avec la création de la Ligue pour la paix et de la liberté, de cette interprétation du pacifisme fondée sur l'idée que l'adoption des régimes républicains est la condition nécessaire et suffisante pour assurer la paix, Pierre Renouvin fait le constat sans appel, qu'il conviendrait sans doute de nuancer, que «la paix n'est certes pas la préoccupation essentielle de ces pacifiques»⁴⁰ qui sont surtout hostiles aux gouvernements en place. Comme les économistes libre-échangistes du milieu du XIX^e siècle, et, plus tard, comme l'aile révolutionnaire du socialisme à la veille de la Grande Guerre, les démocrates républicains de 1867 pensent le pacifisme comme une «idéologie d'intérêt» selon l'expression de Max Scheler, c'est-à-dire qu'ils sont «beaucoup plus préoccupés de faire échec à Napoléon III ou à Bismarck que d'éliminer la guerre dans les rapports entre les peuples»⁴¹.

Pour le grand spécialiste des relations étrangères, le véritable tournant dans l'histoire du pacifisme vient donc seulement avec le programme qui

⁴⁰ P. Renouvin et J.-B. Duroselle, *op. cit.*, p. 264.

⁴¹ Ivi, p. 264.

mettra l'accent sur la conception d'un régime de paix par le droit, c'est-à-dire reposant sur des règles juridiques et animé par des institutions internationales. Aux yeux de Renouvin, seuls les combats pour l'arbitrage, pour le désarmement et pour la limitation de la souveraineté dans le cadre d'un système confédéral donnent lieu à quelques réussites avant la Première guerre mondiale, en particulier avec les grandes conférences de la Haye de 1899 et 1907. Toutefois même ces mouvements souffrent de deux principales faiblesses (les désaccords qui demeurent entre les partisans de ce mode d'action et le fait que les gouvernements n'ont jamais sérieusement reconnu les idées pacifistes). Certes les deux conférences de la paix de 1899 et 1907 ont donné une impulsion décisive à l'idée d'un arbitrage obligatoire mais il faut attendre le 25 septembre 1928 pour que l'Acte général d'arbitrage, voté par la neuvième assemblée de la Société Des Nations (désormais SDN), établisse le principe de l'arbitrage obligatoire pour les conflits d'ordre politique. Quant au désarmement, il est pour les gouvernements une conséquence et non la condition d'une organisation pacifique des relations internationales. Enfin, si la SDN marque un progrès réel en tant qu'elle est la véritable première institution transnationale, elle demeure encore par bien des aspects une transposition de la victoire dans «la gérance de la paix».⁴²

Pour ce qui concerne historiographie consacrée aux idées pacifistes de Garibaldi, elle reste très faible dans la production océanique consacrée au héros des Deux-Mondes. Ainsi, pour se limiter à deux biographies – celle de Alfonso Scirocco et celle de Pierre Milza –, qui ont, chacune, rencontré un grand succès, on constate que si le rôle de Garibaldi au congrès de Genève est étudié, celui-ci est encadré et comme écrasé entre son action à Bezzecca, le 21 juillet 1866, et le drame de Mentana du 3 novembre 1867. Pour l'historien italien, «Genève devient la tribune idéale pour proclamer la croisade contre la papauté, assurer le soutien du monde libéral à la lutte contre cette institution, que Garibaldi considère comme le plus puissant allié de tous les despotismes. Selon lui, le congrès ne peut avoir pour but de célébrer une paix abstraite: il faut qu'il concourt à une paix durable, en éliminant, y compris grâce à la guerre, les causes qui lui font obstacle. Garibaldi ne fait pas mystère de ses visées sur Rome; tout le monde comprend qu'il se rend à Genève pour protester devant l'Europe contre le mauvais le mauvais gouvernement de la papauté et contre la protection française»⁴³. Plus radical encore, Pierre Milza: «Garibaldi n'attendait d'ailleurs pas grand-chose du congrès, sinon une tribune qui lui permette d'exprimer ses projets et d'obliger le premier ministre à jeté le masque: "allons

⁴² Une formule que l'on doit à Georges Scelle citée *ivi*, p. 280.

⁴³ A. Scirocco, *Garibaldi. Citoyen du monde*, Payot, Paris 2005 (1^{ère} éd. 2001), p. 467.

donc un peu à ce congrès de Genève. Cela donnera à nos diplomates l'occasion de voir à quel jeu joue Rattazzi"»⁴⁴.

En définitive, à Genève, c'est le patriote ardent et l'anti-papiste convaincu et non le pacifiste qui s'exprime. Ses absences aux futurs congrès de la Ligue internationale pour la paix et la liberté en constitueraient une preuve supplémentaire. Plus encore, celui que Depretis avait qualifié de «révolutionnaire discipliné» ne pouvait être qu'étranger à une action qui n'en appelle pas directement aux gouvernements. Il est d'ailleurs significatif que dans la note, trop rapidement écartée comme grotesque, qu'il adresse aux chancelleries européennes en 1867, il se présente comme le seul pouvoir légitime de Rome depuis que la Constituante romaine de 1849 l'a nommé gouverneur de la ville éternelle. Une autre raison qui pèserait sur la faible mémoire de Garibaldi pacifiste serait encore à chercher du côté de la très modeste réception qu'il a reçue au sein de la famille des promoteurs du fédéralisme européen. Comme l'a montré Corrado Malandrino⁴⁵, pendant très longtemps, les spécialistes et partisans du fédéralisme européen – ce sont souvent les mêmes – n'accordent aucune place dans leurs réflexions au Garibaldi pacifiste et partisan d'une nouvelle organisation de l'Europe. C'est pourtant de ce côté qu'une partie des historiens orientent désormais leurs recherches, un mouvement initié au tournant des années 1960-1970 par un des principaux spécialistes de Mazzini, Giuseppe Tramarollo (1910-1985), qui s'est accéléré avec la publication scientifique suscitée par le centenaire de la mort du Niçois⁴⁶.

5. Au congrès de Genève, Garibaldi recherche assurément une tribune pour défendre son projet de renverser la papauté mais aussi un lieu pour exposer ses conceptions géopolitiques en faveur de la paix. Si dans la préface de ses *Mémoires*, dont la rédaction définitive de 1872 est postérieure au congrès de Genève, il s'attaque surtout au prêtre, dont il fait «la personificazione della menzogna [...] e potrei trovare al prete una serie d'infami corollari»⁴⁷, il termine cependant sa préface par cette phrase: «Amanti della pace, del diritto, della

⁴⁴ P. Milza, *Garibaldi*, Fayard, Paris 2012, p. 535.

⁴⁵ C. Malandrino, "La recezione di Garibaldi nel federalismo europeo", dans A.-M. Lazzarino Del Grosso (dir.), *Garibaldi nel pensiero politico europeo*, Centro editoriale Toscano, Firenze 2010, pp. 385-404.

⁴⁶ Pour la liste des essais et articles, C. Malandrino, *art. cit.*, en particulier les notes 4, 13 et 35, à laquelle nous nous permettons d'ajouter deux références parues en français, H. Heyriès, *Garibaldi, le héros d'une Europe en quête d'identité*, Serre Editeur, Nice 2007 et L. La Puma, *Giuseppe Garibaldi, la France et l'union des peuples européens*, dans «Revue d'Histoire des Idées politiques», 2009-2, pp. 277-297.

⁴⁷ G. Garibaldi, *Prefazione alle mie Memorie* (3 juillet 1872), BUR, Milano 1998, p. 42.

giustizia – è forza nonostante concludere coll'assioma d'un generale americano: *la guerra e la verda redada vida del hombre*»⁴⁸. Garibaldi place donc sa vie sous le signe de la dialectique entre la paix et la guerre⁴⁹. Si la paix est l'aspiration de l'homme civil, la guerre est souvent nécessaire pour affronter les agressions extérieures ou pour conquérir l'indépendance et la liberté. Comme le montre la présentation qui est faite de lui comme symbole à la fois du patriotisme et de la paix, les contemporains de Garibaldi ont pleinement conscience qu'il incarne ces deux aspects de l'histoire. À ses yeux, le patriotisme n'est rien sans la fraternité des peuples, et l'héroïsme est vide de sens s'il ne vise pas à établir la paix et la liberté. C'est fort de cette idée, qui structure sa pensée, qu'il aborde le congrès de Genève et qu'il peut légitimement en être la figure tutélaire.

Cet aspect trop longtemps minoré, voire ignoré, de sa culture politique lui vient des idéaux Mazzini qui a toujours théorisé que la rédemption de l'Italie est inconcevable sans celle de toute l'Europe, voire de toute humanité⁵⁰. Mais plus encore peut-être, Garibaldi doit à Saint-Simon et aux saint-simoniens cette conception géopolitique, dont la paix, l'internationalisme et l'eupéisme sont les trois traits principaux. Lorsque l'historiographie a commencé à s'intéresser à Garibaldi comme artisan de la paix, les travaux sur l'influence qu'il a reçue du saint-simonisme, depuis sa rencontre décisive avec Émile Barrault (1799-1869) se sont révélés très féconds⁵¹. Ainsi, le *Mémorandum adressé aux puissances d'Europe*, qu'il fait paraître dans le journal des démocrates, *Il Diritto*, le 22 octobre 1860 ne peut se comprendre sans tenir compte du saint-simonisme de Garibaldi. Son projet de refondation de l'Europe sur de nouvelles bases est influencé par les écrits de Claude-Henri de Saint-Simon et, en particulier, par l'ouvrage que ce dernier publie avec son disciple Augustin Thierry en 1814 sous le titre *De la réorganisation de la société européenne*. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que la parenté d'esprit entre Charles Lemonnier et Giuseppe Garibaldi s'explique par leur commune admiration pour Saint-Simon et ses disciples. Il n'est donc pas surprenant que les deux hommes, qui ne se connaissent pas avant le congrès de Genève de 1867, sympathisent aussitôt⁵². Parmi les influences reçues par Garibaldi promoteur d'une nouvelle conception

⁴⁸ Ivi, p. 43.

⁴⁹ L. Russi, "Garibaldi e le idee della pace", dans A.-M. Lazzarino Del Grosso (dir.), *op. cit.*, pp. 147-152.

⁵⁰ Dans la très abondante littérature sur ce sujet, nous nous permettons de renvoyer à J.-Y. Frégné, *Giuseppe Mazzini. Père de l'Unité italienne*, Fayard, Paris 2006, pp. 303-326.

⁵¹ R. Ugolini, *Garibaldi, Barrault e il viaggio con la Clorinda*, dans la «Rassegna storica del Risorgimento italiano», numero speciale per il bicentenario della nascita di Giuseppe Garibaldi, mai 2008, pp. 3-77.

⁵² A. Antegnini, "Lemonnier e Garibaldi", dans A.-M. Lazzarino Del Grosso (dir.), *op. cit.*, pp. 153-178.

de l'Europe au service de la paix, il convient encore d'évoquer ses conceptions de franc-maçon attaché aux principes de la paix universelle, de la fraternité inter-classique et des libertés politiques et économiques qui ne peuvent que trouver un écho favorable auprès des congressistes, qu'ils appartiennent ou non à la Franc-maçonnerie. En effet, la connexion que la majorité d'entre eux établit entre un régime de liberté politique et la paix est en parfaite adéquation avec le discours et les conceptions de la Franc-maçonnerie telle que Garibaldi la conçoit. Il est encore intéressant d'évoquer l'influence de Cattaneo. Comme le rappelle Corrado Malandrino, le *Mémorandum aux puissances européennes* d'octobre 1860 a été rédigé par Garibaldi au moment où il est le plus proche de Cattaneo, qu'il a fait venir à ses côtés à Naples après la bataille du Volturno. Cattaneo essaie alors de convaincre celui qui vient d'abattre les Bourbons de Naples de ne pas donner ce royaume à Victor-Emanuel II mais de préserver son autonomie avant de l'unir dans une logique fédéraliste au Royaume d'Italie déjà constitué⁵³. Plus réaliste ou trop pusillanime, Garibaldi choisit une autre solution mais les conceptions cattanéennes n'en influencent pas moins directement la géopolitique qu'il défend dans son *Mémorandum*.

Fort de cette culture politique marquée par le saint-simonisme, le mazzinianisme, le fédéralisme de Cattaneo et les idéaux de la Franc-maçonnerie, Garibaldi n'a pas attendu le congrès de Genève pour exprimer son engagement en faveur de la paix. Son *Mémorandum aux puissances d'Europe* déjà mentionné est un document bref mais riche de six enseignements fondamentaux pour qui s'intéresse au pacifisme de Garibaldi. Le premier est la place prééminente qu'il reconnaît à la France⁵⁴. Malgré son opposition à Napoléon III, le fossoyeur de la République romaine et le gardien de la souveraineté temporelle du pape à partir de cette date, le *condottiere* n'en reconnaît pas moins à la France «la première place parmi les puissances européennes [...]»⁵⁵. À la différence de Mazzini, qui tient la Révolution française pour un événement très important mais qui clôt une période de l'histoire ouverte par le christianisme, qui a créé l'égalité en dignité de tous les hommes, que 1789 a gravé dans le marbre de la loi en promulguant l'égalité civile, Garibaldi entretient un rapport plus simple avec la Révolution française, dont il souligne sans nuances les mérites et l'influence positive. Une telle position ne peut le rendre que sympathique aux yeux des républicains français, dont l'universalisme est longtemps façonné par les principes élaborés en 1789 et

⁵³ C. Moos, "L'Italie de 1861 critiquée par Carlo Cattaneo d'un point de vue fédéraliste", dans M. Biard, J.-N. Ducange, J.-Y. Frétigné, *op. cit.*, pp. 151-156.

⁵⁴ L. La Puma, *art. cit.*

⁵⁵ G. Garibaldi, *Mémorandum aux puissances de l'Europe*, cité H. Heyriès, *op. cit.*, p. 89.

1792⁵⁶. Le deuxième enseignement est le poids mortifère joué par les armées de métiers et par le militarisme qui maintiennent les nations entre elles dans un état de nature ou état de guerre qu'il convient bien évidemment de dépasser. Même si Spencer n'est pas cité, et tel est le troisième enseignement, ce texte est traversé par l'opposition entre le militarisme et l'industrialisme: plus les relations entre les nations seront pacifiées, moins il sera nécessaire de consacrer de l'argent aux armées; argent qui pourra alors servir au développement industriel et permettre la reconversion des militaires dans des travaux au service du bien-être général. L'influence de Saint-Simon est ici très prégnante. Le quatrième enseignement est que seules la France et l'Angleterre, par la place que ces deux pays occupent, sont en mesure de modifier la donne géopolitique. Une initiative concertée de Paris et de Londres en faveur de la mise en place d'une nouvelle diplomatie entraînerait une régénération politique qui toucherait tous les pays européens. Mais, cinquième enseignement, Garibaldi ne sombre jamais dans une vision irénique: ainsi dans l'avant-dernier paragraphe de son *Mémoire* peut-on lire: «La guerre n'étant presque plus possible, les armées deviendraient inutiles. Mais ce qui ne serait pas inutile serait de maintenir le peuple dans ses habitudes guerrières et généreuses, au moyen de milices nationales, qui seraient prêtes à réprimer les désordres et les ambitions susceptibles de briser le pacte européen»⁵⁷.

Cette dernière observation nous conduit au sixième et dernier enseignement de ce texte bref mais extrêmement riche. L'attitude de Garibaldi par rapport à la paix est celle d'un homme du XIX^e siècle attaché aux idéaux de 1848 du volontariat et de la guerre des peuples pour obtenir leur indépendance, d'une reconnaissance du rôle joué par la France malgré Napoléon III mais elle est aussi l'expression d'un homme réaliste pour qui la guerre continue de jouer un rôle décisif dans l'histoire. Garibaldi est attentif à la réalité des choses. Sa paix n'est pas celle d'un utopiste mais elle est celle de quelqu'un qui en appelle aux gouvernements. Les opinions publiques et les associations pacifistes ont un grand rôle à jouer mais celui-ci ne devient décisif que si elles parviennent à influencer les gouvernants.

Ces thématiques se retrouvent dans le discours que Garibaldi prononce à Genève le 9 septembre 1867. Là encore, il s'agit d'une brève allocution composée de trois parties. Dans la première, il se livre, une nouvelle fois, à un éloge appuyé de la Suisse, dont il défend l'indépendance mais dont il condamne la neutralité. La deuxième partie, qui est la plus célèbre, comprend l'énoncé succinct de douze propositions. Seule la sixième, et, dans une certaine mesure, les septième et huitième portent sur la question de la papauté tandis

⁵⁶ R. Quillet, *art. cit.*

⁵⁷ G. Garibaldi, *Mémoire aux puissances de l'Europe ...cit.*, p. 91.

que toutes les autres renvoient directement à la thématique de la paix: la sororité entre les nations interdit la guerre; si querelle entre elles il y a, celle-ci doit être jugée par un congrès, dont Garibaldi se garde bien de dessiner de manière précise les contours, même s'il donne quelques précisions dans les treizième, quatorzième et quinzième propositions qu'il remet au bureau du comité central de Genève mais qu'il ne lit pas à la tribune⁵⁸. La défense de l'idéal de la paix par l'instruction, l'éducation et la vertu, d'une part, et, d'autre part, l'affirmation du lien entre la démocratie et la paix en tant que celle-là est le seul moyen d'établir celle-ci s'harmonisent parfaitement avec la tonalité générale des interventions prononcées au Congrès genevois. Reste la douzième proposition: «L'esclave seul a le droit de faire la guerre contre les tyrans», une phrase qu'il faut évidemment interpréter en liaison avec l'action que Garibaldi est en train d'entreprendre pour libérer Rome de «l'odieux despotisme» de Pie IX mais aussi comme la revendication, déjà présente dans le *Mémoire* aux puissances de l'Europe, de la guerre comme agent de l'histoire et de la justification particulière de celle-ci comme moyen de lutter contre l'oppression. Comment ne pas y voir un écho avec l'argumentation développée par Mazzini dans la lettre qu'il adresse aux congressistes (voir *supra*). Dans la troisième et dernière partie de son discours, Garibaldi, moins inspiré, explique que la cause de la guerre de Crimée serait une rivalité entre un prêtre catholique et un pape orthodoxe, rivalité exploitée par le Tsar Nicolas I et par l'Empereur Napoléon III. Le problème n'est pas tant que le pacifiste semble s'effacer derrière l'anticlérical, puisque, comme nous nous sommes efforcés de le montrer, les deux sont intimement liés dès lors qu'aux yeux du héros des Deux-mondes le despotisme par excellence est celui représenté par le pape, mais plutôt dans la faiblesse de son raisonnement. Ce défaut se retrouve dans deux autres textes qu'il produira dans les années 1870. Bien peu pertinente et réaliste est, en effet, sa conception d'une Europe renouvelée sur une base linguistique remettant en cause les États-nations pour redessiner le continent autour de quelques grands blocs, celui anglo-saxon, celui latino-méditerranéen avec une France qui «pourrait très bien se passer de l'Alsace»⁵⁹ jouant le rôle d'intermédiaire entre ces deux espaces centraux, à la périphérie de laquelle se trouverait le monde slave, tandis que la Turquie retrouverait sa vocation asiatique. Cette vision

⁵⁸ «13^e: Un comité central universel, institué à Genève et permanent; un comité central dans toutes les capitales du monde; comités secondaires partout. 14^e: Le Congrès présent est le précurseur du grand Congrès des nations dans l'avenir. Il ne renversera point le despotisme et le mensonge dans un jour. Mais, dès ce jour, il peut leur annoncer leur chute et l'édification de la justice sur leurs débris. 15^e: Les hommes libres du monde entier sont solidaires et doivent soutenir ce Congrès avec toute l'énergie possible et toujours» cité M. Sarfatti, *op. cit.*, p. 111.

⁵⁹ G. Garibaldi, *Union européenne* date précise inconnue, postérieure à 1870, citée H. Heyriès, *op. cit.*, p. 91.

géopolitique qui n'anticipe pas l'Europe telle qu'elle s'efforcera de se construire, se traduit encore une incompréhension du sentiment patriotique, qui est au cœur des sociétés européennes; sentiment patriotique auquel Garibaldi est pourtant sensible comment en témoignent son attachement à Nice, sa petite patrie ou encore ses dernières interventions publiques anti-françaises après le traité du Bardo du 13 mai 1881.

Si au terme de cette étude, il est clair que la thématique du pacifisme est loin d'être marginale pour Garibaldi. En décembre 1872, il invite Bismarck à instituer un arbitrage mondial à Genève; l'année suivante il encourage l'initiative anglaise de Henri Richard, secrétaire de la Société de la paix, pour instituer une Haute Cour internationale. En 1874 encore, il n'a de cesse de proclamer sans ambages et avec force sa vénération pour la Ligue de la paix et de la liberté, à laquelle il ne manque jamais d'envoyer son fraternel salut à chacune des manifestations qu'elle tient. Pour Garibaldi, la paix ne doit pas être abstraite mais elle doit être possible, quitte à l'obtenir au moyen de la guerre et surtout grâce à l'action des gouvernements. Comme l'écrit Luigi Russi: «[Pour celui qui a combattu à la tête es Chasseurs alpins], la pace è il frutto della politica dei governi, non della rivoluzione; è voluta dalle associazioni e dai movimenti e non è un afflato individuale; è sempre collegata ai processi politici per l'indipendenza e la libertà»⁶⁰.

Fondé sur la corrélation entre la démocratie et la paix et sur une approche assez réaliste des problèmes, le congrès de Genève manifeste la naissance d'un pacifisme moderne, avec toutes les limites que nous avons pu souligner. En ce sens Garibaldi en est bien la figure tutélaire. Dans son essai, *Théories des relations internationales*, Dario Battistella a montré d'une manière convaincante que la thèse du politiste états-unien Michael Doyle, suivant laquelle «les démocraties se trouvent en état de paix entre elles et seulement entre elles»⁶¹, se vérifie depuis 1945. Depuis cette date, les guerres ont opposé des États démocratiques à des États non démocratiques ou des États non démocratiques entre eux. S'il existe des thèses nuanciant cette approche, il n'en demeure pas moins qu'elle reste un fait acquis et démontré. Les contraintes institutionnelles propres à l'encadrement des processus de prise de décision dans les démocraties, le partage des mêmes valeurs et les interdépendances qui se nouent entre les pays démocratiques favorisent de manière certaine la paix. L'élément normatif (une démocratie étant fondée sur le respect de la liberté, elle n'a aucun motif à attaquer une autre démocratie érigée sur le même principe) est renforcé par le motif institutionnel (le régime représentatif exerce une contrainte sur le processus de décision dans les démocraties qui n'existe pas dans les régimes

⁶⁰ L. Russi, *art. cit.*, p. 152.

⁶¹ M. Doyle, Kant, *Liberal Legacies and Foreign Affairs* (1983).

non démocratiques). C'est vers cet horizon «d'une attente pacifique réciproque»⁶², déjà magnifiquement théorisé par Emmanuel Kant dans *Vers la paix perpétuelle* (1795), que Garibaldi et les congressistes réunis à Genève en septembre 1867 bandent tout leur effort. Loin d'être des utopistes, sans pour autant être de tristes calculateurs myopes se résignant au *statu quo*, ils anticipent une réalité qui verra le jour un peu moins d'un siècle après la tenue du congrès de 1867. Reste la question ouverte de la construction de l'Europe qui, en tant qu'elle est fondée sur des valeurs démocratiques, renforce assurément la paix mais qui est aussi minée par des faiblesses de nature différente⁶³ qui la rende moins séduisante aux yeux des peuples qui ont peut-être oublié cette leçon fondamentale que seule la paix existe entre des démocraties. En ce sens, au-delà des scories qui appartiennent nécessairement à l'histoire, Garibaldi peut être considéré comme un paladin de la paix et un pionnier de l'idée européenne.

⁶² D. Battistella, *Théories des relations internationales*, Presses de Sciences Po, Paris 2012, p. 576.

⁶³ C. Malandrino, "Peuple et citoyenneté européens dans une perspective fédéraliste communicationnelle: Balibar, Habermas", dans M. Biard, J.-N. Ducange, J.-Y. Frétigné, *op. cit.*, pp. 227-238.

Eh bien, tant mieux, je vous dirai encore quelque chose qui vous importe particulièrement et peut vous étonner; je vous recommanderai la *Concorde*. C'est singulier, direz-vous peut-être, que Garibaldi, qui veut faire la guerre à la papauté, soit venu à Genève pour recommander la *concorde*. Et cependant, je vous la recommande parce que la concorde entre les hommes de la liberté sur le sol helvétique représente aussi la concorde des hommes de la liberté dans tous les pays. Ce n'est pas seulement parce que la concorde est indispensable pour vous, c'est aussi parce que c'est une chose d'intérêt universel, c'est parce que nous, hommes libres, nous sommes intéressés à votre conservation, et si votre liberté était jamais menacée, nous viendrions porter aussi une carabine à vos côtés pour défendre la Suisse. (*Acclamations*)

Adieu! Je vous remercie du cœur de votre excellente réception!

Pardonnez-moi si j'ai été trop étendu.

Adieu donc, la réception qui m'est faite aujourd'hui restera imprimée dans mon cœur pour toute la vie.

Adieu.

Bulletin 1867, p. 159-160. Una versione leggermente riassuntiva venne pubblicata dal 'Journal de Genève' del 9 settembre 1867; poi ripresa in *Annales* 1867 e (in traduzione italiana non sempre fedele) in F. CAVALLOTTI [e B.E. MAINERI], *Storia dell'insurrezione di Roma nel 1867*, Milano, libr. Dante Alighieri, 1869 (ma: 1871), p. 243-244, e in GARIBALDI, *Scritti*, II, p. 408-410 (al riguardo vedi anche la nota 127 del saggio precedente).

L'agenzia Stefani così sintetizzerà il discorso di Garibaldi: "Congratulossi coi Ginevrini d'aver dato il primo colpo al papato. Disse ch'egli darà l'ultimo. Dichiarò che andrà a Roma" ('Il Secolo', Milano, 9 settembre 1867).

Il primo saluto a Ginevra Garibaldi l'aveva formulato quella stessa mattina, ricevendo a Villeneuve gli organizzatori del congresso che gli erano venuti incontro: "Vive Genève, la Rome de l'intelligence!" ('Journal de Genève', 9 settembre 1867; poi in *Annales* 1867, p. 108).

II / DISCORSO AL CONGRÈS INTERNATIONAL DE LA PAIX

[Ginevra, 9 settembre 1867]

Citoyens!

Vous me permettrez de retourner aux quelques idées qui ont été manifestées par d'honorables orateurs qui m'ont précédé; vous me permettrez d'expliquer pour quoi je ne suis pas de leur opinion.

Je me vante d'aimer la Suisse, l'Helvétie, autant qu'un de ses enfants peut l'aimer.

J'en ai le droit. Je l'aime, parce que je trouve ici le foyer des principes que j'ai professés toute ma vie, et que je crois être dans mon pays.

L'indépendance suisse m'est chère; elle est précieuse pour moi comme pour celui de ses fils qui l'appécie le plus et lui est le plus dévoué. Aussi, je puis l'affirmer, ce n'est ni moi ni mes amis qui la compromettrons jamais.

(*Applaudissements très-vifs*)

Si, à la vue d'une personne qui se noierait dans les flots de votre lac, mes enfants me demandaient: Devons-nous aller à son secours, est-ce qu'elle le mérité? – Je répondrais: ne calculez rien, n'appréciez pas ce qu'elle vaut, sortez-la du dan-

ger, aidez-lui.

(Tonnerre de bravos et de vivat!)

De même, je ne suis point de l'avis de ceux qui disent: "les peuples n'ont que ce qu'ils méritent; chacun pour soi, chaque pays pour lui-même".

("— Non, non!")

Au contraire, je conseillerais toujours, chaque fois qu'une personne se trouvera en péril, de la sauver, quoi qu'il en coûte; on le doit.

("— Oui, oui!")

Je vous demande pardon d'émettre aussi nettement ma pensée.

Dans cette enceinte où se trouvent d'éminentes intelligences de tous pays, je ne m'étendrai pas à donner la définition du despotisme; ici, il n'est pas besoin d'explications ou de déclamations sur cette question*. Nous savons tous que le despotisme c'est le mensonge, c'est le fléau de l'humanité. Nous savons tous que le remède contre le despotisme, c'est la fraternité des peuples.

(Les applaudissements redoublent)

Je suis fâché que, dans le peu d'articles que j'ai écrits et que je présente à votre approbation pour être ajoutés au programme du Congrès, il y ait quelque chose d'étranger à ce programme. Mais, je le répète, je suis résolu à émettre librement devant vous ma manière de penser.

Voici les quelques propositions que j'ai rédigées. J'ai peut-être été un peu précipité dans leur rédaction, il faut l'attribuer à ce que je vais quitter bientôt cette terre d'asile et de liberté.

PROPOSITIONS

1° Toutes les nations sont sœurs.

2° La guerre entre elles est impossible.

3° Toutes les querelles qui peuvent survenir entre les nations seront jugées par le Congrès...

Vous ne me direz pas que je m'avance un peu trop; vous ne me direz pas que c'est là une condition dangereuse à formuler, bien qu'elle tende à établir sur les débris du despotisme la justice et le droit.

4° Les membres du Congrès seront nommés par les sociétés démocratiques de tous les peuples.

5° Chaque nation n'aura qu'un vote au Congrès, quel que soit le nombre de ses membres.

6° La papauté, comme la plus nuisible des sectes, est déclarée déchue d'entre les institutions humaines...

(Un immense mouvement se produit dans l'assemblée. Quelques murmures sont couverts par des acclamations qui se prolongent durant plusieurs minutes)

Je ne sais si l'on dira que je m'aventure un peu trop en formulant un tel article. Mais à qui pourrais-je communiquer ma pensée, exprimer librement mes idées, si ce n'est pas à vous, peuple libre et vraiment libre?

(Très-nombreuses voix: "Oui! Oui!... Vive Garibaldi!... Viva Roma!...")

7° La religion de Dieu est adoptée par le Congrès...

(Plusieurs réclamations couvrent la fin de la phrase. Garibaldi, d'une voix très-douce:)

*Théor
au cong*

C'est une opinion que je vous soumets...

("Parlez! Parlez!")

7° La religion de Dieu est adoptée par le Congrès, et chacun de ses membres s'oblige à la propager sur la surface du monde.

(Les réclamations se reproduisent. Le baron de Ponnat: "De quel Dieu parlez-vous?")

Je vous dois un mot d'explication. Religion de Dieu, religion de la vérité, religion de la raison, sont synonymes**...

(La majorité applaudit)

8° Le Congrès consacre au sacerdoce les hommes d'élite de la science et de l'intelligence...

9° Propagande de la démocratie par l'instruction, l'éducation et la vertu***...

Ce n'est point là une opinion d'aujourd'hui; la république est le gouvernement des honnêtes gens. Si on le contestait, il suffirait de faire remarquer qu'à mesure que les peuples se sont corrompus, ils ont cessé d'être républicains.

(Vifs applaudissements)

11° La démocratie seule peut remédier au fléau de la guerre par le renversement du mensonge et du despotisme.

12° L'esclave seul a le droit de faire la guerre contre les tyrans.

Ici je m'écarte un peu apparemment de ce que nous désirons. Je dis et je proclame que l'esclave a le droit de faire la guerre aux tyrans. C'est le seul cas où je crois que la guerre est permise.

(Bravos très-nombreux. Garibaldi remet son manuscrit au bureau**** et termine son discours en ces termes:)

Pour que le Congrès ait d'heureux résultats, il faut qu'on ne se borne pas à celui d'aujourd'hui; il faut qu'après celui-ci on en établisse un autre; il faut qu'un comité permanent continue la noble mission commencée par de généreux et braves citoyens.

Si vous le permettez, j'ajouterai encore un mot; je serai bref.

En touchant à quelque argument de religion, je suis persuadé de n'avoir pas rencontré l'opinion de tout le monde. Il en est malheureusement ainsi pour cette question. Toutefois, je suis persuadé qu'il n'y a personne qui puisse détacher la question religieuse de la question politique.

Je ne veux pas en donner pour preuve les guerres religieuses qui ont ensanglanté le monde. J'en donnerai une preuve récente: la guerre de Crimée, dont le principe n'est pas assez connu; on ignore généralement que la cause de la lutte, dans laquelle quatre nations ont répandu des flots de sang, est dans la religion.

L'origine de la guerre de Crimée est celle-ci:

Dans le temple de Jérusalem, il y avait un seul autel où officiaient un prêtre grec et un prêtre catholique.

Un jour, il est venu à la tête de ces messieurs de soulever une discussion pour ce sujet. Celui qui disait la messe après l'autre a voulu empiéter sur l'ordre suivi. Il est résulté de cela que les deux prêtres se sont plaints respectivement à leurs deux empereurs.

Les deux empereurs ont estimé qu'il y avait sujet de faire la guerre, de lancer pour cette futilité des batailles et des armées les uns contre les autres. L'Angle-

terre est intervenue dans ce conflit; l'Italie y a contribué, et, en définitive, pour une question de préséance entre deux prêtres, pour le misérable orgueil de deux hommes, 200,000 hommes ont péri.

Je le dis, on ne pourra remédier aux malheurs du monde sans remédier aux abus de la prêtrise.

* Secondo il peraltro succinto resoconto pubblicato dal 'Journal de Genève' il 10 settembre, Garibaldi, invece della frase precedente, avrebbe pronunciato le seguenti parole: "Nous ne voulons pas renverser les monarchies pour fonder des républiques, mais nous voulons détruire l'absolutisme pour fonder sur ses ruines la liberté et le droit" ('La Suisse Radicale' dell'11 settembre dal canto suo riporta: "Je sais que ce n'est pas à nous à remplacer les monarchies par les républiques"). Nota di M.S.

** Au moment de l'ouverture de la séance, Garibaldi avait adressé au président du Congrès une copie des "quelques articles, par lui formulés, pour être soumis à la délibération" de l'assemblée. Cette explication de l'art. 7 s'y retrouve en note. Ce ne sont pas, par conséquent, les interruptions qui l'ont suscitée. Nota delle Annales 1867.

*** A partir de l'art. 8, Garibaldi abrège. Voici le texte de ses résolutions écrites:

"8^e Suppléer le sacerdoce des révélations et de l'ignorance par le sacerdoce de la divinité du génie, de la science et de l'intelligence.

"9^e Propagande de la démocratie morale des honnêtes gens.

"10^e Propagande de la religion de Dieu par l'instruction et l'éducation". Nota delle Annales 1867.

**** Voici le texte de la fin du *Résumé* écrit de Garibaldi:

"13^e Un comité central universel, institué à Genève et permanent; un comité central dans toutes les capitales du monde; comités secondaires partout.

"14^e Le Congrès présent est le précurseur du grand Congrès des nations dans l'avenir. Il ne renversera point le despotisme et le mensonge dans un jour. Mais, dès ce jour, il peut leur annoncer leur chute et l'édification de la justice sur leurs débris.

"15^e Les hommes libres du monde entier sont solidaires et doivent soutenir ce Congrès avec toute l'énergie possible et toujours". Nota delle Annales 1867.

Annales 1867, p. 136-141. Nella nota delle *Annales* riportata qui sopra (cfr. **) è scritto che il testo pubblicato non è il frutto di un resoconto stenografico, ma che Garibaldi stesso, all'apertura della seduta, aveva consegnato alla presidenza "une copie...". In effetti tra le carte Chassin conservate presso la Bibliothèque Historique de la Ville de Paris (1397, 325) è conservato un biglietto del generale nel quale è scritto: "Genève, 9 septembre 67 - M. Le Président, Je vous remets copie de quelques articles que j'ai formulés et que je me propose de soumettre à la délibération du Congrès. - Votre dévoué, G. Garibaldi". Inoltre presso la Bibliothèque Publique et Universitaire di Ginevra è conservato questo suo breve autografo: "Rapport et correction de l'article 8. - 8^e Suppléer le Sacerdoce des révélations et de l'ignorance par le Sacerdoce à la Divinité du génie, de la science et de l'intelligence. - G. Garibaldi"; questo testo conferma, tranne una piccola variante, quello riportato in *Annales* 1867.

Una seconda versione del discorso garibaldino, assai simile a quella qui riportata, ma incompleta per quanto riguarda le "propositions", venne pubblicata in *Bulletin* 1867, p. 20-24; poi ripresa (in traduzione italiana) in 'Libertà e Giustizia', Napoli, 5 ottobre 1867.

Una terza versione, assai più ridotta di queste due, ma che riprende le varianti della stampa ginevrina, è stata pubblicata (in italiano) in F. CAVALLOTTI, *op. cit.*, p. 243-244; poi ripresa in GARIBALDI, *Scritti*, II, p. 410-413 (al riguardo vedi anche la nota 164 del saggio precedente). Quest'ultima versione è ora anche in A.A. MOLA, *Garibaldi vivo. Antologia degli scritti con documenti inediti*, Milano, Mazzotta, 1982, p. 245-246; mentre una traduzione delle prime dodici "propositions" appare in L. BRIGUGLIO, *Garibaldi e il socialismo*, Milano, Sugarco, 1982, p. 44-46.

L'agenzia Stefani così sintetizzerà il discorso: "Garibaldi pronunciò un discorso propugnando l'abolizione del Papato" ('Il Secolo', Milano, 10 settembre 1867).

Quasi a voler suggellare le sue "propositions", la mattina seguente Garibaldi si recò a visitare (tutti gli altri incontri del nizzardo si svolsero invece nella sua residenza) il generale polacco Hauke-Bosak (1834-1871), uno dei protagonisti dell'insurrezione del 1863. Mentre lo salutava attorniato da una piccola folla, Garibaldi gli disse: "Général, c'est à un ami que je viens rendre visite. Je veux que l'on sache que, si l'Europe jésuite et diplomatique vous a abandonnés, la démocratie ne vous oubliera jamais" ('Journal de Genève', 11 settembre 1867; ora anche in A.P. CAMPANELLA, *Garibaldi and the First Peace Congress in Geneva in 1867*, 'International Review of Social History', Amsterdam, v. V (1960), p. 470).

lo bene
ce ne
happ
les m
le sur
de l'ordre
de
Garibaldi